

## Carnet des Etudes Urbaines

Le Carnet des Etudes Urbaines est une plateforme numérique de l'Axe Etudes urbaines du laboratoire Triangle UMR 5206 (CNRS – ENS Lyon - Université Lyon 2 – IEP Lyon) de valorisation et diffusion de ses activités de recherche, ainsi que plus globalement de veille sur la recherche dans les études urbaines.

---

### Logiques de vote dans les espaces périurbains français : éléments d'analyse

---

Octobre 2016

**Grégory Baffert**

*Doctorant en géographie, urbanisme et aménagement, Université Lumière Lyon 2,  
UMR Triangle*

**Mots-clés : politiques publiques, métropolisation, périurbain**

Référence électronique :

Grégory Baffert, « Logiques de vote dans les espaces périurbains français : éléments d'analyse », *Carnet des Etudes Urbaines* [en ligne], octobre 2016. URL : <https://urbs.hypotheses.org/235>



Avertissement : les contenus du Carnet des Etudes Urbaines sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.





Objet d'étude de nombreux géographes, sociologues ou politiciens depuis le début des années 2000, la question périurbaine, et plus précisément celle relative à ses logiques de vote, interroge chercheurs et observateurs de la chose publique pour au moins deux raisons majeures : d'abord la masse électorale potentielle que ces espaces contiennent mais aussi, et surtout, l'orientation politique de ces électeurs qui voteraient majoritairement à droite et à l'extrême droite<sup>1</sup>. Considérant que 85% de la population française vit en aire urbaine et que, selon l'INSEE, un urbain sur quatre réside en zone périurbaine (soit plus de 20% de la population française totale), il devient alors aisé de comprendre l'intérêt suscité par un tel phénomène.

Si tous s'accordent sur cette droitisation du vote et sa pérennisation dans le temps, notamment depuis la 2<sup>ème</sup> moitié des années 1990, les avis divergent sur les facteurs explicatifs d'un tel « survote » Front National et sur la définition même de ce qu'est « l'espace périurbain ». Cette France périurbaine, réalité établie et étudiée depuis plusieurs décennies par les chercheurs en sciences humaines et sociales, refait parler d'elle à chaque élection majeure. Quelles sont les dynamiques en cours dans ces espaces ? Quelles sont les logiques de droitisation du vote périurbain ? Y'a-t-il une corrélation entre l'espace résidentiel et la façon d'appréhender le monde ? Cet article a pour objectif d'apporter quelques éléments de réponses à ces questions en puisant dans les études qui nous semblent être les plus pertinentes. En revenant d'abord sur les raisons qui poussent certaines personnes à venir s'installer dans le périurbain. En voyant ensuite en quoi le périurbain est symptomatique des divisions multiples qui traversent le territoire national français. En s'attardant enfin sur le concept d'habiter qui permet d'apporter un éclairage intéressant sur les liens entre l'espace et la politique.

### ***Les logiques d'installation dans le(s) périurbain(s)***

Zones urbaines influencées par les villes mais morphologiquement disjointes, sans continuité du bâti (contrairement aux « banlieues »), et séparées par un espace de campagne, les zones périurbaines se sont imposées depuis plusieurs décennies à l'espace géographique français. Produit d'un enchevêtrement de mécanismes fonciers, immobiliers, économiques, sociaux et spatiaux, le périurbain est divers et donc difficilement classable ou généralisable. Si les attributs sont insuffisants pour créer une identité périurbaine homogène, on peut, néanmoins remarquer des logiques résidentielles à l'œuvre.

Selon Jacques Lévy<sup>2</sup>, de plus en plus d'individus choisissent l'endroit où ils résident. Le logement, qui est un bien cher, entre dans les arbitrages d'une grande classe moyenne qui pourrait être justement définie par le fait qu'elle arbitre sur un certain nombre d'éléments stratégiques de sa vie. La localisation deviendrait donc un élément du tableau de bord stratégique des individus ou des ménages qui vont choisir d'être propriétaires ou locataires, d'habiter dans le centre, en banlieue ou dans le périurbain, d'avoir une grande famille ou d'habiter seul, d'utiliser les transports publics ou individuels... Autrement dit des éléments sur lesquels ils peuvent peser. Même s'ils n'ont pas une totale liberté et rationalité de choix, ils possèdent tout de même une certaine marge de manœuvre. Nous ne serions donc plus dans une géographie d'assignation à

---

<sup>1</sup> Voir Graphes

<sup>2</sup> LEVY Jacques, « Périurbain : le choix d'habiter entre soi », in *L'Atlas des Villes*, Le Monde hors-série, Novembre 2013

résidence comme autrefois dans le milieu rural mais majoritairement dans une géographie du choix.

Les trajectoires sociales en transformation des classes populaires et moyennes montreraient l'importance du parcours résidentiel, ce dernier ayant des effets sensibles sur l'acculturation des « petits-moyens »<sup>3</sup> au style de vie des classes moyennes entre distance avec le milieu d'origine populaire et aspiration à vivre comme tout le monde. La valorisation de l'habitat passerait donc plutôt par la qualité de vie dans un environnement égalitaire. Les ménages du périurbain se structureraient autour d'un sentiment d'ascension sociale, liés les uns les autres par des valeurs communes et des modalités identiques d'appropriation des espaces communs.

Une idée reprise par les travaux de Violaine Girard<sup>4</sup>. La majorité des habitants du périurbain aurait souhaité « faire construire », même si cela signifiait des efforts financiers importants. Être propriétaire serait alors un élément clef de la définition des positionnements sociaux de ces ménages qui se veulent « respectables », et qui ont choisi de s'installer à distance des quartiers de banlieue et de leurs résidents stigmatisés. C'est une forme d'aspiration à la promotion sociale et à une stabilisation économique malgré un éloignement, dans leur mode de vie, du modèle incarné par les « classes moyennes à capital culturel. »<sup>5</sup> Michel Lussault insiste, lui, sur le fait que les habitants du périurbain sont avant tout des urbains qui justifient des choix résidentiels en faisant référence à une mythologie urbaine particulière : celle de la campagne et de la ruralité en opposition à une vision négative de la ville<sup>6</sup>. Il s'agit également de ne pas passer à côté du fait que ces mêmes périurbains chercheraient à échapper à la densité, la diversité sociale et aux nuisances des périmètres centraux et des banlieues. Constat d'ensemble partagé dès 2004 par Jacques Donzelot qui associait fortement le périurbain à des classes moyennes « chassés » des centres anciens par les classes supérieures et désirant fuir des banlieues en voie de relégation.<sup>7</sup>

Vivre dans le périurbain traduirait ainsi un désir d'entre soi homogène, de protection et de valorisation de la cellule familiale, mais aussi de fuir l'altérité ethnico-culturelle des villes et de ses proches périphéries, centres des flux des logiques de la mondialisation et de l'immigration. Mais dans une compétition économique généralisée interurbaine et territoriale, où des types d'attractivités, d'activités, d'emplois, de catégories sociales sont particulièrement visées selon une logique de segmentation de niches, on assisterait également à une fragmentation de l'espace social. Stigmate de l'avènement du marché postfordiste, une polarisation sociale serait l'expression d'une dualisation de la main d'œuvre, localisable dans l'espace: dans les villes et proches couronnes, les employés intégrés, qualifiés, flexibles, bénéficiant d'avantages divers (salariaux, culturels ...) et demandeurs de produits hautement différenciés. A la périphérie et donc dans le périurbain, des emplois faiblement qualifiés et rémunérés, interchangeable, précarisés.

---

<sup>3</sup> CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASLET Olivier, SIBLOT Yasmine, *La France des "petits-moyens". Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, La Découverte, 2008

<sup>4</sup> GIRARD Violaine, « Les votes à droite en périurbain : 'frustrations sociales' des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 30 Avril 2012

<sup>5</sup> SCHWARTZ Olivier, *La notion de « classes populaires »*, Habilitation à diriger des recherches en Sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

<sup>6</sup> LUSSAULT Michel, *L'urbain s'étale*, in [www.eurozine.com](http://www.eurozine.com), 2013

<sup>7</sup> DONZELOT Jacques, « La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, mars 2004

Il y aurait ainsi au moins deux façons de se « périurbaniser » : l'une choisie, l'autre plutôt subie<sup>8</sup>.

### ***Le périurbain ou la fragmentation économique, sociale et électorale de l'espace***

Le périurbain serait, encore selon Jacques Lévy<sup>9</sup>, des zones habitées par des populations plutôt aisées, dans une perspective sécessionniste: généralement des anciens urbains qui veulent avoir les privilèges de la vie à la campagne. Cependant, si l'on trouve dans le périurbain aussi bien des classes défavorisées que favorisées, le géographe tend à penser que cette zone se structure globalement autour de classes moyennes-supérieures avec des contrastes importants. A la limite de la banlieue et du périurbain, on trouverait "l'anneau des seigneurs"<sup>10</sup>, c'est-à-dire des personnes qui peuvent avoir, pour le dire familièrement, "le beurre et l'argent du beurre": à proximité du centre tout en étant à la campagne. C'est là que le foncier y est le plus élevé de la zone et est donc peuplée par des gens aisés. Parmi les votes à droite dans ces territoires, il n'y aurait donc pas que des classes populaires mais également des artisans, des familles ou des anciens agriculteurs ... La socialisation politique familiale jouerait un rôle qu'il conviendrait aussi de prendre en compte. S'il est admis que des classes moyennes, voire supérieures, ont investi les territoires du périurbain offrant le plus d'avantages (mobilité, proximité, services publics et culturels ...), il conviendrait de nuancer les propos de Jacques Lévy sur une représentation majoritaire des classes moyennes-supérieures dans l'ensemble du périurbain<sup>11</sup>.

La composition sociologique des habitants du périurbain, prise de façon isolée, ne serait pas suffisante pour pouvoir expliquer à elle seule les choix électoraux constatés au sein de ces espaces. Violaine Girard<sup>12</sup> nous indique que ces votes renvoient, en milieu périurbain, à de multiples motivations : dévalorisation des identifications ouvrières et aux lieux de travail; effritement des collectifs syndicaux soudés autour de pratiques revendicatrices et de solidarité; imposition de nouveaux modes d'organisation du travail liés au recours à la sous-traitance et à la différenciation des statuts d'emploi; ouverture des possibles sociaux pour certaines fractions supérieures des classes populaires, en lien avec la recomposition des territoires industriels. On assisterait également, sur le plan de l'offre politique, à une légitimation des discours de disqualification des groupes sociaux précarisés, à droite comme à gauche. Ainsi, un affaiblissement des formes d'identification sociale, liées notamment autour de l'attrait exercé par les classes moyennes du public souvent politisées à gauche, serait à l'œuvre dans le périurbain et expliquerait en partie des positions électorales de plus en plus ancrées à droite.

L'analyse proposée par Christophe Guilluy<sup>13</sup> se veut de faire le lien entre ces différentes approches en les plaçant dans un contexte d'évolution du capitalisme et de la fonction des villes mondialisées. Le géographe nous décrit loin des grandes villes l'état des

---

<sup>8</sup> DONZELOT Jacques et MONGIN Olivier, « Tous périurbains ! Tous urbains ! » Introduction, *Esprit*, 2013/3 Mars/Avril

<sup>9</sup> LEVY Jacques, « Périurbain : le choix d'habiter entre soi », in *L'Atlas des Villes*, Le Monde hors-série, Novembre 2013

<sup>10</sup> LEVY Jacques, *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Fayard, 2013

<sup>11</sup> Voir Carte 1

<sup>12</sup> GIRARD Violaine, « Les votes à droite en périurbain : 'frustrations sociales' des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 30 Avril 2012

<sup>13</sup> GUILLUY Christophe, *Fractures françaises*, Bourin Editeur, 2010

couches populaires après une vingtaine d'années de mondialisation et met en exergue un fossé se creusant de plus en plus entre les territoires métropolitains, faisant l'objet de politiques publiques territorialisées spécifiques (politique de la ville, plan banlieue, zoning...) et les territoires périphériques, périurbains notamment ou ruraux, abandonnés des pouvoirs publics. Une fracture sociale qui tend à devenir géographique, territoriale. Un processus qui s'explique par la mondialisation qui en plus d'avoir prolétarisé la classe moyenne a reconfiguré le territoire : des villes métropoles privilégiées puisqu'elles sont le centre des flux de la mondialisation, et des villes lointaines (petites et moyennes) complètement délaissées, d'où tout s'en va, même les services publics. Dans ce tableau-là, les banlieues, territoires sans victimes d'instabilité démographique, sont à la fois défavorisées par rapport aux villes métropoles mais paradoxalement favorisées, du fait de leur proximité des grands centres urbains, par rapport aux villes éloignées. Les couches populaires reculent loin des centres urbains, elles ont cessé d'être des préoccupations des élites politiques cantonnées dans les grandes métropoles.

Aujourd'hui les catégories populaires-ouvrières ne sont plus là « où ça se passe », c'est-à-dire dans les grands centres urbains.<sup>14</sup> Hier la classe ouvrière était localisée dans les villes où il y avait une production industrielle, au cœur de l'action et des logiques politiques et culturelles. Aujourd'hui, ces catégories populaires (ouvriers, employés, chômeurs, retraités) se trouvent à l'écart de ces grandes métropoles qui ne représentent que 40% de la population. Il y aurait donc 60% de la population qui se trouve ailleurs et cet ailleurs est invisible, ne faisant pas l'objet d'études ou de politiques territorialisées et étant très peu présent dans le discours politique. Cette nouvelle géographie sociale tendrait donc à opposer deux types de territoires : d'un côté la France des grandes villes ou métropoles et de l'autre une France périphérique, périurbaine, rurale, celle des petites villes et petits villages aussi. Elle nous informe de la place des plus modestes dans l'espace : pour la première fois, les classes populaires ne vivent pas là où se créent les richesses. Elles ne sont donc de fait ni intégrées à la logique économique, ni intégrées politiquement et culturellement. Aujourd'hui ces richesses se créent sans ces catégories populaires puisque 80% du PIB français est produit par les grandes métropoles où se concentrent les cadres supérieurs, l'ensemble des activités sociales les plus développées et les plus intégrées à l'économie mondiale, et également l'immigration. Il y aurait alors deux types d'espaces qui tendraient aujourd'hui à se séparer et à se fracturer de plus en plus. Une tendance confirmée par Michel Lussault pour qui la lutte des classes se confond aujourd'hui avec une lutte des places, les meilleures de ces dernières permettant de maximiser le capital économique et relationnel des individus au risque de voir triompher un régime pseudo-libéral du marché des places.<sup>15</sup>

A cette insécurité économique et sociale s'ajouterait une insécurité culturelle, découlant du multiculturalisme. On assisterait à un séparatisme, correspondant à des logiques territoriales, foncières, économiques mais aussi culturelles et ethniques et donc plus seulement sociales. Cette séparation, cette distanciation tuerait le fameux « vivre ensemble » qui reste le maître-mot de populations « boboisées » échappant à cette promiscuité territoriale, sociale et ethnique. Les différences culturelles sont à comprendre et à mettre en lien avec la peur du déclin social dont l'accès aux zones

---

<sup>14</sup> Voir Carte 2

<sup>15</sup> LUSSAULT Michel, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset, 2009

pavillonnaires du périurbain doublé d'une droitisation de ses habitants serait une possible réaction à ce phénomène.

L'élection présidentielle de 2012 est assez représentative des tendances évoquées jusqu'à présent : on assisterait à une recomposition du populaire qui se fait en regard de ce qui se passe en banlieue et de l'évolution des grandes métropoles depuis les trente dernières années (économie monde, gentrification et immigration). Les ouvriers et employés y ont majoritairement voté M. Le Pen, puis F. Hollande, N. Sarkozy et enfin J.L. Mélenchon. A catégorie sociale égale, on ne vote pas de la même manière selon que l'on habite en banlieue ou en territoire périurbain ou rural ce qui tendrait à confirmer qu'il y a une fracture culturelle, identitaire au sein même des milieux populaires qui ne correspond pas à un vote traditionnel ouvrier de gauche. Vivre en zone pavillonnaire pour les ouvriers c'est aussi être à l'écart des banlieues et poser la question de l'identité. Si, comme l'annonce Jean Rivière<sup>16</sup>, les positions et les trajectoires sociales des habitants d'un lieu jouent un rôle de premier ordre dans leurs représentations des mondes sociaux ou leurs pratiques électorales, et que le périurbain est pour beaucoup le résultat d'une fracture économique et social, il ne sera pas surprenant de constater que les choix électoraux tendent à s'homogénéiser, ici sur la droite de l'échiquier politique. Et les dernières élections en date, les européennes de 2015 et les municipales de 2014, n'ont fait que confirmer ce qui s'exprimait déjà en 2012.

### ***L'habiter comme rapport au monde ... et à la politique***

Habiter un lieu intègre les manières de cohabiter, de faire de ce lieu un espace d'identification et de socialisation « d'entre soi ». Porteur d'un système de valeurs, l'habiter est une expérience de l'espace et de ses constructions sociales. L'ordinaire, le quotidien sont des manifestations de l'expérience de l'être au monde et pas simplement des routines : ils fondent un commun, une appartenance.

Les votes traduiraient ainsi, et entre autres, le choix d'habiter. C'est un phénomène que l'on retrouve aux Etats-Unis (carte du vote Obama: Démocrates dans les centres et banlieues, Républicains partout ailleurs<sup>17</sup>) ou en Suisse où lors de référendum sur des questions de société liées à l'exposition à l'altérité, à l'accueil de l'autre, à l'ouverture au monde, les centres et banlieues proches y répondent favorablement contrairement au reste des gens vivant ailleurs<sup>18</sup>. En France, les cartes du Front National<sup>19</sup> ne sont pas forcément celles de la présence des étrangers mais plutôt celles du rejet d'un risque d'exposition, à toute espèce d'altérité et pas seulement aux étrangers mais aussi l'espace public par exemple. L'attrait de la campagne via le périurbain reflète la dominance du privé, symbolisé par une absence d'espaces publics contrairement aux centres-villes. Le choix d'habiter n'est donc pas uniquement déterminé par les revenus mais aussi par des choix sociaux.

Une des composantes du périurbain est la famille, comprise au sens d'une communauté : les enfants y sont beaucoup plus reliés aux parents qui les surveillent de façon beaucoup plus précise que dans les centres-villes où les facilités des transports publics et la proximité des lieux publics encouragent une certaine distanciation à la cellule familiale

---

<sup>16</sup> RIVIERE Jean, « 'Le vote pavillonnaire existe-t-il ?' Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, 2008/3 n° 83

<sup>17</sup> LEVY Jacques et GUILLEMOT Luc, "L'espace-Obama.", *EspacesTemps.net*, Objects, 19.11.2012

<sup>18</sup> LEVY Jacques, "A Cartographic Turn?", *EspacesTemps.net*, Travaux, 27.02.2012

<sup>19</sup> Voir Carte 3

mais aussi un moyen d'augmenter le capital social. Habiter le périurbain peut alors être perçu comme un autre modèle de vie où le privé y est très protégé.

Michel Lussault démontre bien que les façons d'occuper l'espace relèvent d'enjeux de pouvoir autour notamment de problématiques liées à la division et la privatisation de ces mêmes espaces par les groupes dominants. Ils relèvent également, par ce que l'auteur appelle la « spatialité de l'individu »<sup>20</sup>, d'enjeux identitaires pouvant être perçus comme des conceptions sociétales de la politique et où l'identité des individus tendrait à se spatialiser. L'habiter nous dirait quelque chose de notre existence et de notre rapport au monde. Avec le principe de séparation, comme pierre angulaire des rapports humains et de plus en plus prégnants dans les espaces urbanisés et mondialisés (« *Curieuse époque où le cosmopolitisme apparent, de grande échelle, va de pair avec la généralisation des îlots résidentiels homogènes et identitaires.* »<sup>21</sup>), l'auteur met en exergue la dimension politique de l'habiter qui ne serait ainsi pas qu'une simple matérialité. Via le rapport à la culture, à l'environnement, ou encore à la famille, la vie quotidienne et l'habiter sont de véritables entrées en politique.

L'espace urbain moderne, dont le périurbain est une composante, agirait alors comme un filtre traduisant les nouvelles fragmentations spatiales et l'accroissement des inégalités. La droitisation des votes du périurbain constituerait des « *symptômes d'une "culture spatiale" très particulière et assumée, qui valorise l'écart et en même temps revendique l'inclusion toujours plus importante des îlots périurbains dans les différents réseaux de la fonctionnalité urbaine (mobilité, école, soins, culture).* »<sup>22</sup> Cette dimension politique de l'habiter est confirmée et précisée par Yves Chalas dans ses travaux sur la ville émergente, celle en train de se constituer et qui s'apparente fortement aux espaces périurbains. Une ville qui évoluerait selon les pratiques sociales, économiques, culturelles et donc politiques de ses habitants, devenant de fait des acteurs construisant eux-mêmes leur espace. Nous ferions la ville en menant des façons de vivre qui nous sont propres : « *la logique de l'émergence est liée à cette montée en puissance des modes de vie, à cette autonomie de l'habiter.* »<sup>23</sup>

\* \* \*

Recomposition d'un capitalisme sans frontière ; reconfiguration sociale, économique et culturelle des métropoles mondialisées ; mutation sociologique de la base électorale de la gauche ; transformation du vote ouvrier et populaire ; trajectoires résidentielles et façons d'habiter en reflet du politique ... : le vote dans les espaces périurbains français est une traduction de tous ces phénomènes. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la plupart des grandes métropoles françaises (Paris ou Lyon, pour ne citer qu'elles), gentrifiées et mondialisées, ont des municipalités tenues par des partis classés à gauche sur l'échiquier politique. Autrement dit, une réponse politique inverse aux logiques constatées dans le périurbain. L'offre politique des partis « conventionnels » de gauche, mais aussi de droite, aurait suivi les évolutions sociologiques et économiques des villes, apparaissant ainsi comme coupée des réalités de nombreux habitants du périurbain et du monde rural, souvent issus des classes populaires et ouvrières. Dans un contexte de

---

<sup>20</sup> LUSSAULT Michel, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset, 2009

<sup>21</sup> *Ibid*, p.156

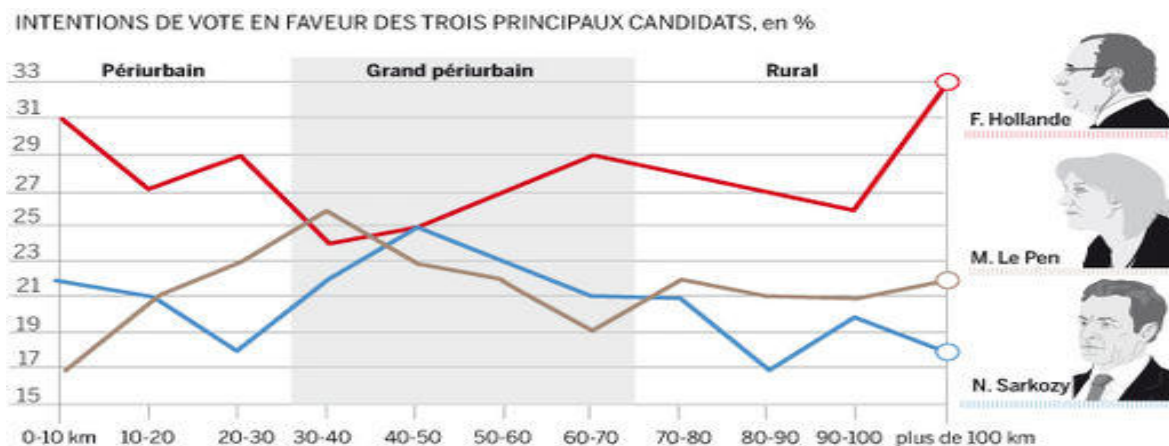
<sup>22</sup> LUSSAULT Michel, *L'urbain s'étale*, in [www.eurozine.com](http://www.eurozine.com), 2013

<sup>23</sup> CHALAS Yves dans CHARMES Eric et LEGER Jean-Michel, « Retour sur « La Ville émergente » », *Flux* 1/2009 (n° 75), p. 80-98



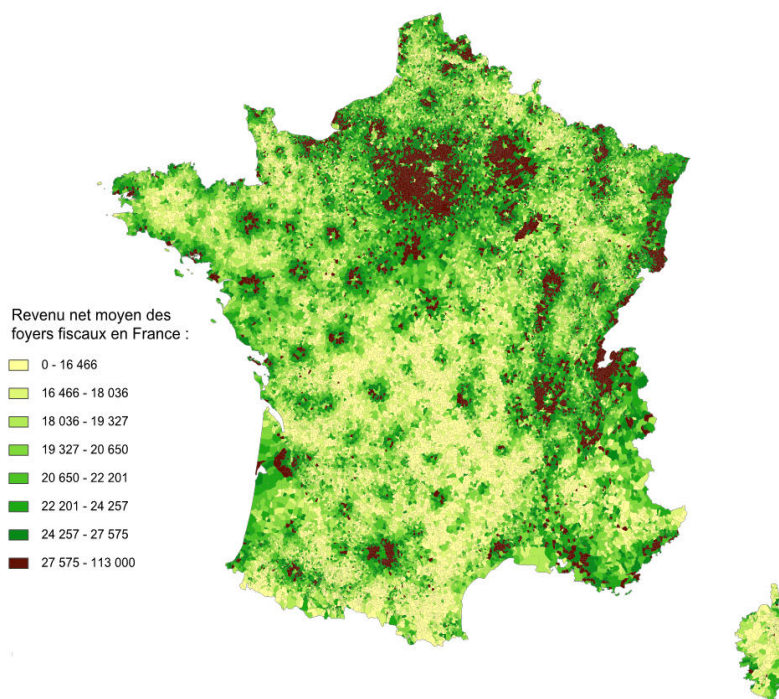
défiance à l'égard des principaux responsables politiques nationaux, le vote Front National attirerait ainsi une part des électeurs, de droite mais également ceux venant du monde ouvrier, qui finiraient par se radicaliser. Le périurbain, comme construction territoriale, échapperait alors (partiellement?) à l'explication macroscopique et séculaire proposée de la ville depuis le compromis fordiste jusqu'au post-fordisme. A défaut d'organisation socio-politique et de construction politique de son espace, le périurbain est le produit, même indirect, de politiques de sélectivité pensées par et pour la ville centrale, mais est aussi la résultante d'une polarisation sociale, conduisant de fait à une ségrégation spatiale du territoire. La droitisation du vote périurbain n'a donc rien de génétique ou de « consanguin » : elle est l'expression d'un rapport de force nouvellement spatialisé, au cœur d'une urbanité capitaliste et mondialisée qui s'impose à l'ensemble du monde social.

## Graphes



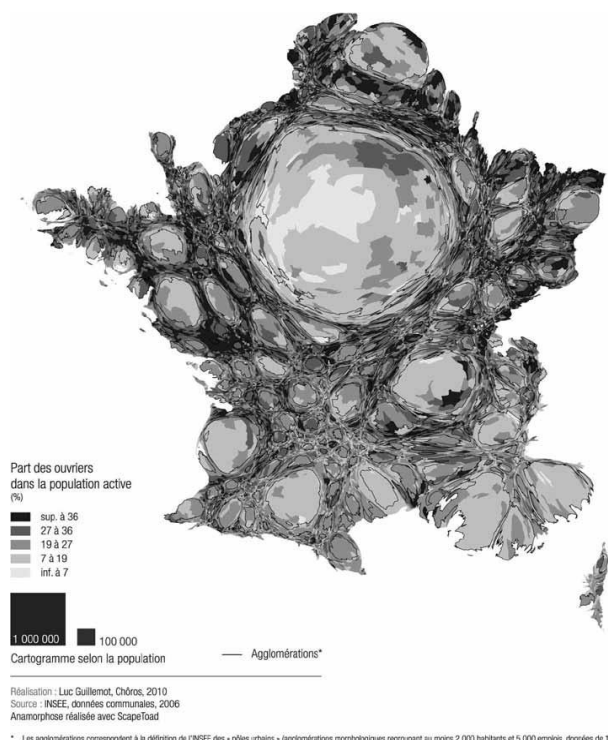
Document issu de WIEDER Thomas, « Dans la France péri-urbaine, le "survote" pour le Front national exprime une colère sourde », *Le Monde*, in [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), 24/04/2012

## Carte 1



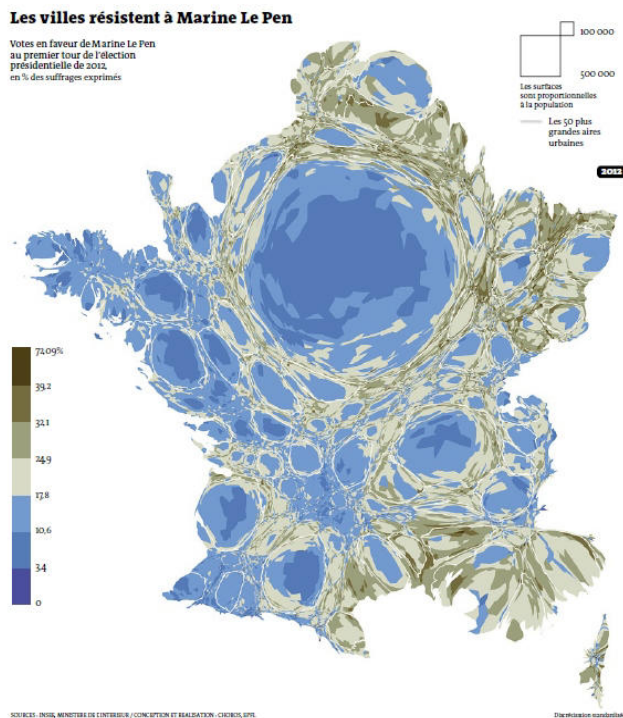
Document issu de « Revenu net moyen des foyers fiscaux en France en 2009 », source INSEE, [www.actualitix.com](http://www.actualitix.com), 10 mars 2013

## Carte 2



Document issu de LEVY Jacques, *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Fayard, 2013

## Carte 3



Document issu de LEVY Jacques, *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Fayard, 2013